

Dynamique des exploitations agricoles dans un contexte de crise. Le cas de la production bananière en Guadeloupe.

Muriel BONIN, muriel.bonin@cirad.fr ; Philippe CATTAN, philippe.cattan@cirad.fr, CIRAD

Les Antilles françaises, sont considérées comme « zones difficiles » par l'Union Européenne du fait de leur éloignement, de leur insularité, d'un relief accidenté ainsi que de leur dépendance économique vis-à-vis d'un faible nombre de produits, et notamment de l'exportation de la banane dessert. Depuis quelques années la production de bananes dans les Antilles françaises traverse une situation difficile pour des raisons à la fois environnementales et économiques. A de nouvelles contraintes réglementaires liées à la nécessaire préservation de l'environnement (Balland *et al.*, 1998 ; Beaugendre 2005) s'ajoutent les incertitudes économiques liées à un marché mondial concurrentiel ainsi qu'à l'évolution de l'Organisation Commune du Marché de la Banane et des dispositifs de subvention européens (Temple *et al.*, 2005). Comment évoluent les exploitations produisant de la banane en Guadeloupe dans ce contexte de crise ? Les résultats d'enquêtes présentés dans cette communication permettent de répondre à cette question.

1 UN MARCHÉ MONDIAL CONCURRENTIEL

La banane est le deuxième fruit exotique exporté à travers le monde après le café. Les principaux pays exportateurs de bananes durant la période 1999 – 2003 sont : l'Equateur (avec 28%), le Costa Rica (avec 14%), les Phillipines (avec 12%) et la Colombie (avec 10%). Les principaux pays importateurs de bananes durant la période 1999 – 2003 sont : l'Union Européenne à 15 (avec 34%) et les Etats-Unis (avec 28%).

Jusqu'en 1993, les importations de bananes dans les pays européens relevaient des préférences de chaque état membre. Les situations étaient très variées, par exemple, l'Espagne interdisait toutes importations, privilégiant la production des Canaries ; la France quant à elle partageait son marché entre sa propre production (Guadeloupe et Martinique), et trois pays ACP¹ (Cameroun, Côte d'Ivoire et Madagascar), et à la marge en cas de besoins, elle se fournissait sur le marché mondial. Du Côté de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgique ou

¹ Pays ACP = Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique

Bonin M., Cattani P., 2009. Dynamique des exploitations agricoles dans un contexte de crise. Le cas de la production bananière en Guadeloupe. Colloque international «*Sociétés en transition et développement local en zones difficiles, DELZOD*», Jerba, 22-24 avril 2009, pp.239-246.

du Danemark, le choix a été de privilégier le consommateur en important des bananes à moindre prix sur le marché mondial (des pays Latino-américains).

Le 1^{er} Janvier 1993, la mise en place du marché unique européen fait passer la gestion de l'approvisionnement d'une logique nationale à une logique commune. L'Organisation Commune de Marché de la Banane (OCMB) se compose d'un système de contingentement des importations (volet externe) et un système de soutien aux revenus des producteurs européens (volet interne) qui vise à compenser la perte des recettes de commercialisation depuis l'entrée en vigueur de l'OCMB. Les différences de coût de revient sont très marquées selon l'origine de la banane (Communautaire, ACP, latino-américaine). Plusieurs facteurs expliquent ces écarts (Farm, 2005) : le coût de la main d'œuvre (facteur de 1 à 10 entre l'Equateur et la Martinique), les conditions agroécologiques de production (bananeraies d'altitude de Guadeloupe sur des reliefs accidentés, plantations de milliers d'hectares en Amérique centrale), les structures de production (agriculture familiale ou industrielle).

En 2004, le prix de la banane perçu par les producteurs guadeloupéens était constitué pour 60% des aides communautaires (Stephan, 2006).

Les exportations mondiales de bananes sont en forte augmentation depuis les réformes successives de l'OCM banane à partir de 1995. Elles augmentent de 15% passant de 11,671 à 13,455 millions de tonnes entre 1998 et 2003 (FARM, 2005). Cinq grands opérateurs internationaux (Chiquita, Dole, Del Monte, Fyffes et Noboa) détiennent les trois quarts du marché mondial (Loeillet, 2001). Ces grandes compagnies sont implantées dans les pays latino-américains exportateurs où elles détiennent 80 à 100% de la production², et font pression à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour attaquer le régime communautaire. Les pays d'Amérique latine, étroitement associés aux trois multinationales américaines (Chiquita, Dole, Del Monte) ainsi que les Etats-Unis ont porté plainte contre l'Europe et l'OCM Banane en demandant le respect des règles du commerce international de l'OMC. Les Etats-Unis menacèrent la Commission Européenne de rétorsions commerciales. L'Europe a ainsi conduit plusieurs réformes successives de l'OCM Banane, jugées insuffisantes par les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine. L'OCM banane a été condamnée en 1996 et en 1997 par l'organe d'appel du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade). Un compromis fut trouvé en avril 2001. Le processus d'évolution a convergé vers un régime uniquement tarifaire qui est entré en vigueur le 1er janvier 2006 et a pris la place

² C'est le cas pour les firmes Chiquita, Dole et Del Monte au Guatemala, Honduras et au Panama en 2001.

Bonin M., Cattan P., 2009. Dynamique des exploitations agricoles dans un contexte de crise. Le cas de la production bananière en Guadeloupe. Colloque international «*Sociétés en transition et développement local en zones difficiles, DELZOD*», Jerba, 22-24 avril 2009, pp.239-246.

du système contingentaire en vigueur dans l'UE depuis 1993. Le droit de douane est désormais de 176 euros/tonne. Seules les origines ACP sont exemptées de ce droit pour une quantité limitée à 775 000 t. Au-delà, le régime commun s'applique.

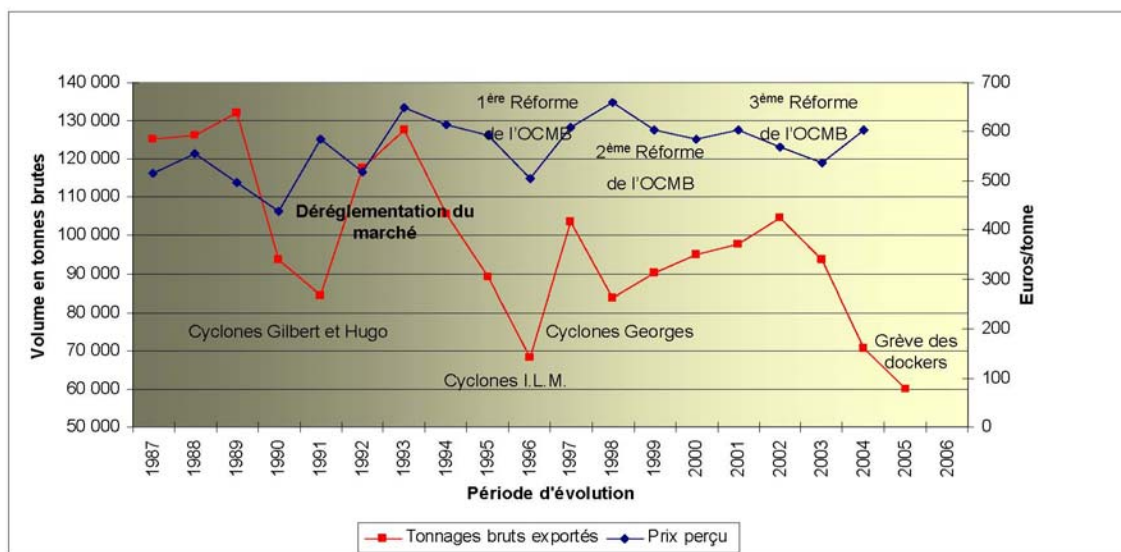
2 EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE BANANE EN GUADELOUPE

La mise en place puis les réformes de l'OCM banane ont des conséquences directes pour les producteurs de banane guadeloupéens. La hausse des importations sur le marché européen contribue à faire pression à la baisse sur les prix de vente moyen des producteurs de bananes Guadeloupéens. L'augmentation des aides n'a pas toujours permis de compenser totalement la baisse des prix de vente.

Les volumes de bananes guadeloupéennes exportés sont en baisse depuis la mise en place de l'OCMB (graphique 1) : entre 1993 et 1995 on enregistre une première baisse de 30% des tonnages bruts exportés; par la suite, les deux séries de cyclones I.L.M. (1996) et Georges (1998) sont responsables de la chute de 25 et 20% des tonnages bruts exportés ; puis, entre 2002 et 2003, on assiste à une baisse bien plus forte (40%) des exportations de bananes qui met en évidence les difficultés de la filière bananière guadeloupéenne ; enfin la grève des dockers de novembre 2004 contribue à la baisse de 25% des exportations de cette année et sans doute celle de l'année suivante³.

³ Le blocage du port de Jarry empêchait à la fois toutes exportations de bananes mais aussi toutes importations des intrants (engrais, produits de traitement...) nécessaires à la bonne conduite de la culture.

Graphique 1. Evolution du prix perçu et des tonnages bruts exportés⁴(en euros/tonne)



De 2001 à 2005, les surfaces plantées en banane en Guadeloupe passent de 5000 ha à 2749 ha, soit une chute de 45%. Pendant la même période, le nombre d'exploitations produisant de la banane passe de 452 à 235, soit une chute de 48% (Source : ODEADOM, cité par Burac, 2006).

Entre 1995-1996 et 2004, 60% des exploitations ont cessé l'activité bananière d'après les données des fichiers des groupements de producteurs de banane (SICA KARUBANA et BANAGUA).

Dans la période 1995-1999, l'abandon de l'activité bananière est essentiellement le fait de très petits producteurs qui produisaient moins de 16 tonnes en moyenne annuelle (48% des cessations d'activité). En revanche dans la période 2000-2004, les cessations s'étendent aux exploitants qui produisaient entre 16 et 40 tonnes en moyenne annuelle (36% des cessations d'activité), voire même à ceux qui produisaient entre 40 et 105 tonnes en moyenne annuelle (25% des cessations d'activité).

Le maintien de l'activité bananière durant toute la période de référence concerne surtout les exploitants qui avaient un niveau de production supérieur à 105 tonnes en moyenne annuelle (46% des exploitations qui se maintiennent jusqu'en 2004) et ceux qui produisaient entre 40 et 105 tonnes en moyenne annuelle (26% des exploitations qui se maintiennent jusqu'en 2004).

⁴ Figure réalisée avec les données 2005 de la SICA KARUBANA.

Enfin depuis l'année 1997, les exploitants qui s'installaient avaient un volume de production supérieur ou égal à 40 tonnes en moyenne annuelle, se sont donc des moyennes et grandes qui s'installent depuis cette date (87% des installations).

Seulement 7% des exploitations produisant moins de 16 tonnes en moyenne annuelle se maintiennent jusqu'en 2004 alors que plus de la moitié des exploitations produisant plus de 105 tonnes en moyenne annuelle arrivent à se maintenir jusqu'en 2004.

Des enquêtes ont été conduites afin de mieux évaluer les facteurs d'évolution et les trajectoires des exploitations (Perrot *et al.* , 1995) produisant de la banane en Guadeloupe.

3 DES EVOLUTIONS DIFFERENCIEES SELON LES TYPES D'EXPLOITATION

3.1 PROTOCOLE D'ENQUETE

Des enquêtes chez des agriculteurs ayant produit des bananes export dans la période 1995 à 2004 ont été conduites (Stephan, 2006). Nous disposons de données sur les planteurs de bananes appartenant aux groupements de producteurs de bananes BANAGUA et KARUBANA sur cette période. Notre plan d'échantillonnage (Tableau 1) comportait deux variables : le tonnage annuel moyen et la zone agro-écologique. Nous avons réalisé un échantillonnage représentatif de 53 exploitants dont la répartition par niveau de variable correspond à celle observée pour l'ensemble des producteurs de bananes. Ceci permet d'extrapoler les résultats des enquêtes à un niveau régional.

Tableau 1. Plan d'échantillonnage : nombre d'exploitations enquêtées par strate

Tonnage annuel moyen	(< 16 t)	(16-40 t)	(40-105t)	(>105 t)	TOTAL
Zone 1 (Côte-sous-le-Vent)	2	3	1	2	8
Zone 2 (Basse altitude Côte-au-Vent)	6	5	7	7	25
Zone 3 (Moyenne altitude Côte-au-Vent)	5	4	3	4	16
Zone 4 (Grande Terre)	0	1	2	1	4
TOTAL	13	13	13	14	53

Bonin M., Cattan P., 2009. Dynamique des exploitations agricoles dans un contexte de crise. Le cas de la production bananière en Guadeloupe. Colloque international «*Sociétés en transition et développement local en zones difficiles, DELZOD*», Jerba, 22-24 avril 2009, pp.239-246.

Les enquêtes sont axées sur plusieurs thèmes : la situation à l'installation, les évolutions des caractéristiques structurelles et du fonctionnement de l'installation à aujourd'hui et les perspectives d'évolution.

3.2 TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS PRODUISANT DE LA BANANE EN GUADELOUPE

Une typologie d'exploitation a été élaborée à partir des enquêtes réalisées (tableau 2). Plusieurs types sont distingués (Dulcire & Cattan, 2002) : Les **sociétés bananières** ont des surfaces en banane importantes (plus de 30 hectares) et une main-d'œuvre salariée abondante (plus de 15 UTA). Elles ont récemment introduit la canne à sucre ; Le type **bananier entrepreneurial** est aussi bien pourvu en facteurs de production (terre, main d'œuvre, capital). Le propriétaire travaille sur son exploitation qui produit de la banane pour l'exportation sur 10 hectares en moyenne, avec une main-d'œuvre salariée ; Comme les deux types précédents, le **bananier familial** cultive principalement de la banane pour l'exportation, mais avec de la main-d'œuvre familiale et non salariée et des surfaces réduites (3 à 10 hectares) ; Le type diversifié combine plusieurs productions de diversification végétale ("partisan de la **diversification végétale**") et animale (**éleveur-planteur**) et travaille avec de la main-d'œuvre familiale et salariée ; Le type **traditionnel** utilise une petite surface, pour des cultures et élevages diversifiés, avec une main-d'œuvre uniquement familiale et une production destinée à l'autoconsommation et la vente des surplus sur le marché local.

Ces types ont initialement été définis sur le bassin versant de la rivière Pérou en Guadeloupe (Dulcire & Cattan, 2002). L'enquête réalisée sur un échantillon représentatif des producteurs de banane sur l'ensemble de la Guadeloupe confirme la pertinence de ces types sur l'ensemble de la Guadeloupe. Un nouveau type, non présent sur le bassin versant de la rivière Pérou est cependant identifié : le type « Culture maraîchère ». Il se caractérise plus par sa trajectoire que par ses caractéristiques structurelles : à partir d'une activité maraîchère rémunératrice, les exploitants s'agrandissent jusqu'à appartenir au type **société bananière**.

Bonin M., Cattan P., 2009. Dynamique des exploitations agricoles dans un contexte de crise. Le cas de la production bananière en Guadeloupe. Colloque international «*Sociétés en transition et développement local en zones difficiles, DELZOD*», Jerba, 22-24 avril 2009, pp.239-246.

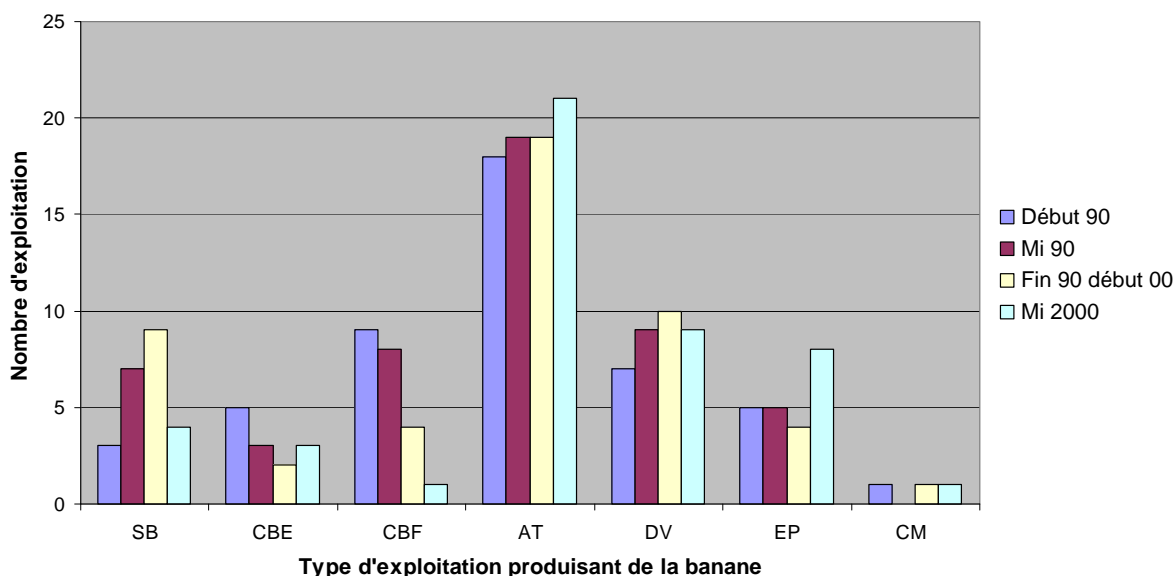
Tableau 2. Typologie des exploitations produisant des bananes en Guadeloupe

Type	Agriculture Traditionnelle	Culture Bananière Familiale	Monoculture Bananière Entrepreneuriale	Diversification Végétale	Eleveur Planteur	Société Bananière
SAU totale	< 4	3 à 10	8 à 13,5	5 à 12	2 à 21	> 15
Surface banane moyenne	< 3	> 3	10,5	5 à 8	17 à 2,5	47
Autres cultures	Jardin créole	non	non	Cultures maraîchères, fleurs	fleurs	Canne Maraîchage
SAU	0,5 à 2,5	0	0	1 à 2	0,5 à 1	> 5
Elevage	petit	petit élevage extensif	non	non	cunicole, porcine (>10), avicole (> 20), caprin (>20), bovin (>10)	oui
UTA	1 UTAF	1,5 à 2 UTAF	4 à 5 UTAS	2 à 4 UTAFS	3 UTAFS	> 15 UTA
Matériel	Manuel, hangar en bois	Hangar en dur, penderie artisanale, 4X4, camionnette	Equipement important et moderne, hangar en dur, penderie mécanique	Hangar en dur, remorques et équipements de traitement, 4x4	Taux d'équipement élevé	Taux d'équipement très élevé et moderne
Revenus extérieurs	Pluriactif, retraité	Faibles	Immobilier	oui	oui	Immobilier
Objectif	Vente sur le marché local, autoconsommation, dons, complément de revenu	Limiter les frais financiers, intensifier une surface maîtrisable techniquement pour assurer un revenu décent	Intensification de la production pour accumulation de capital	Volonté d'autonomie vis-à-vis de la banane, recherche équilibre du système de production	Subvenir aux besoins de la famille en consolidant les ateliers d'élevage	Intensification de la production et maximisation du rendement à l'hectare

3.3 TRAJECTOIRES DES EXPLOITATIONS BANANIERES

3.3.1 EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS ET REPARTITION DANS L'ECHANTILLON (GRAPHIQUE 2)

Graphique 2. Evolution du nombre d'exploitations par type



SB = Société bananière ; CBE = Culture Bananière Entrepreneuriale ; CBF = Culture Bananière familiale ; AT = Agriculture Traditionnelle ; DV = Diversification Végétale ; EP = Eleveur Planteur ; CM = Culture Maraichère

Le type **Agriculture traditionnelle** représentait près de 40% des cas observés au début des années 90 (Graphique 2), durant les périodes suivantes cette part ne changera pas, ce type est relativement stable. Ce type d'exploitation ne représente cependant que 4% de la part des surfaces plantées en banane export au début des années 90. Ce pourcentage ne cessera de diminuer jusqu'au milieu des années 2000 passant à 1,5%. Soit une surface plantée en banane très faible pour un nombre important de planteurs.

Le nombre d'exploitations appartenant au type **Société bananière** croît fortement, surtout entre le milieu des années 90 et la période fin 90 -début 2000. Il représente 3,5%, 13,5% puis 17% de l'échantillon. Cependant, depuis le milieu des années 2000 le nombre d'exploitations appartenant à ce type a baissé de 10%. Ce type d'exploitation représentait plus de 75% des surfaces plantées en banane export au début des années 90, sur l'ensemble de l'échantillon. Aujourd'hui cette part dépasse les 85% : on a donc peu d'exploitants qui produisent beaucoup.

Alors que le type **Culture Bananière Familiale** représentait 19 % des cas observés début 90, sa part n'a cessé de diminuer au cours du temps. Au milieu des années 90, seules 15 % des

exploitations enquêtées appartenaient encore à ce type. A la fin des années 90 et au début 2000 cette part passe à 7,5 %. Enfin, dans la période récente une seule exploitation appartient à ce type.

Le nombre d'exploitations du type **Culture Bananière Entrepreneuriale** dans l'échantillon baisse de 10 à 5% entre le début et le milieu des années 90, ensuite il reste relativement stable. Les surfaces plantées en banane export aujourd'hui chez ce type d'exploitation ne représentent plus que 3% des surfaces plantées en banane export sur l'ensemble de l'échantillon alors qu'elles représentaient 7,5% au début des années 90.

Le nombre d'exploitations appartenant au type **Diversifié** est en augmentation continue depuis le début des années 90 et jusqu'au début des années 2000 passant de 14 % à 19 %. On observe une petite baisse du nombre d'exploitations depuis le milieu des années 2000 mais la part de ce type reste relativement importante (17% des exploitations). La part des surfaces plantées en banane export dans l'ensemble de l'échantillon est faible : 3,2% au début des années 90 puis double ensuite.

Alors que le nombre d'exploitations appartenant au type **Eleveur-Planteur** diminue entre le début des années 90 et le début des années 2000 passant de 10,5 % à 7,5 % de l'échantillon, il double depuis le milieu des années 2000. La part des surfaces plantées en banane export dans l'ensemble de l'échantillon est faible : 2,2% au début des années 90 et restera faible dans les années qui suivent.

Le type **Culture Maraîchère** est très peu représenté parmi les exploitations enquêtées.

3.3.2 L'EVOLUTION DES FACTEURS STRUCTURELS AU SEIN DES DIFFERENTS TYPES

Les caractéristiques structurelles des exploitations évoluent et nous permettent de compléter les résultats obtenus précédemment. On s'attachera plus particulièrement à analyser l'évolution de la part de chaque production dans la SAU totale.

Pour le type **agriculture traditionnelle**, on remarque que la part de la SAU réservée aux cultures autres que la banane (café, ananas, vivres, maraîchage...) et la part de la SAU non utilisée croissent au détriment de la part de la SAU consacrée à la banane export. Alors que 60% de la SAU étaient plantées en banane export au début des années 90, dans la période mi 2000, cette part n'est plus que de 20%.

Chez les **sociétés bananières**, depuis la période fin 90-début 2000, la part de la SAU consacrée aux cultures annexes (canne à sucre mais aussi cultures maraîchères) s'accroît au

détriment de celle de la culture bananière : elle passe de 0% à 10% alors que la part de la SAU en banane export passe de 84% à 74%.

La part de la SAU plantée en banane export chez les exploitants de type **bananier familial** diminue au cours du temps au profit de l'élevage et des surfaces non utilisées. En effet, alors que la part de la surface plantée en banane export était de 73% au début des années 90, elle ne représente plus que 56% durant la période fin 90-début 2000. Parallèlement, la part de la SAU consacrée à l'élevage est en augmentation.

Chez les exploitants de type **culture bananière entrepreneurial**, la part de la SAU plantée en banane export diminue au cours du temps au profit de la part en surfaces non utilisées. En effet, alors que la part de la surface plantée en banane export était de 76% au début des années 90 elle ne représente plus que 36% dans le milieu des années 2000 ; dans la même période d'évolution, la part de la surface non utilisée passe de 26% à 64%.

On observe que le système équilibré mis en place par les exploitants de type **diversifié** est maintenu du début 90 jusqu'à la période fin 90- début 2000. On a un tiers de la SAU plantée en banane export, un autre tiers consacré aux cultures annexes, un quart destiné à l'élevage et l'autre quart de surface non utilisée. Cependant entre les deux dernières périodes on observe une augmentation importante des surfaces non utilisées passant de 17% à 58%. Parallèlement, la part de la SAU plantée en banane export et destinée aux autres cultures passe de 37% à 19%.

Sur l'ensemble de la période, on remarque que chez les **éleveurs planteurs**, la part de la SAU plantée en banane export diminue au cours du temps au profit de la part de la SAU destinée à l'élevage et des surfaces non utilisées. Entre le début des années 90 et la période de fin 90 - début 2000, les éleveurs planteurs décident de remplacer une partie de la sole bananière soit par d'autres cultures soit en laissant une partie de la sole non utilisée (donc en friche). Entre les deux dernières périodes, cette baisse est beaucoup plus forte et entraîne surtout une hausse de la surface non utilisée et de la surface destinée à l'élevage.

L'analyse de l'évolution des productions dans l'assolement nous renseigne sur l'évolution qualitative des types. En effet on a observé dans tous les types que la sole bananière diminuait et était laissée en friche, ou était remplacée par d'autres productions.

3.3.3 DES EVOLUTIONS DIFFERENTES SELON LES TYPES D'EXPLOITATIONS

Les **Sociétés Bananières** ont tendance à disparaître ou à se reconverter vers l'élevage ou les cultures diversifiées, les sorties de ce type d'exploitation sont causées notamment par la grève des dockers de 2004. Celles qui se maintiennent ont soit introduit progressivement la culture cannière et réduit les surfaces plantées en banane export soit gardé un système maraîcher leur permettant d'avoir une trésorerie permanente.

Les exploitations de type **Culture Bananière Entrepreneuriale** (à l'origine) ont d'abord évolué vers le type sociétaire par une augmentation de surface suite à une période d'accumulation de capital, puis elles sont passées au type Diversification Végétale (orientation vers l'élevage avicole et la production d'agrumes) suite aux baisses de prix causées par les deux premières réformes de l'OCMB. Cependant, depuis la période de fin 90-début 2000, l'ensemble des exploitations appartenant à ce type se sont maintenues.

Les exploitations de type **Culture Bananière Familiale** sont les plus touchées par la crise puisque aucune ne se maintient dans ce type (ni depuis l'installation ni entre la période de fin 90-début 2000 et la période mi-2000). Les exploitations qui appartenaient à ce type (à l'origine) ont soit commencé à diversifier leur production (maraîchage, vivres, ananas et élevage) puis ont développé cette stratégie, soit réduit les surfaces plantées en banane et orienté leur production vers le marché local. Cependant, si les objectifs de production évoluent vers la diversification, c'est la structure d'exploitation et la nature de la diversification qui déterminent le type d'appartenance. Ces exploitations passent au type Agriculture Traditionnelle ou Eleveur Planteur.

En revanche, les exploitations de type **Agriculture Traditionnel** se maintiennent. Cependant soit elles arrêtent définitivement l'exportation soit elles vendent la banane sur le marché local. Dans très peu de cas il y a accroissement de la SAU et passage vers le type Culture Bananière Familiale.

Les exploitations de type **Diversification Végétale** se maintiennent et gardent le même type de fonctionnement. Les stratégies consistent à développer le système diversifié au dépend de la culture bananière (baisse des surfaces consacrées).

Les exploitations de type **Eleveur-Planteur**, se maintiennent. Deux évolutions s'observent entre le milieu des années 90 et le début des années 2000 à cause des cyclones ou de la baisse des prix : soit on assiste à l'abandon de la culture bananière au profit des cultures en association comme le café ou au profit de la culture cannière, soit le système banane-élevage est maintenu, dans ce cas les surfaces consacrées à la culture bananière diminuent ou/et l'éleveur décapitalise une partie de son cheptel pour éponger ses dettes.

Enfin, toutes les exploitations qui avaient un fonctionnement de type **Culture Maraîchère** ont pu accumuler assez de capital pour racheter des terres (depuis le milieu des années 90) et se lancer dans la production bananière de masse (type Société Bananière). Cependant, seules les exploitations qui ont gardé le système maraîcher maintiennent une activité bananière.

Conclusion

Si on observe des orientations différentes selon les types d'exploitations, les stratégies de diversification des productions constituent le point commun des exploitations qui maintiennent une activité agricole (et bananière).

Le développement des stratégies de diversification montre bien les difficultés économiques et environnementales posées par la monoculture. Il semblerait que cette orientation vers la diversification soit un déterminant du maintien de l'activité bananière et agricole.

Les successives remises en cause de l'OCM banane ont mis en difficulté l'ensemble de la filière et notamment les producteurs de banane. Nous l'avons vu le nombre d'exploitants produisant de la banane export a diminué de 60% durant la dernière décennie ce qui reflète bien l'étendue de la crise. La baisse du prix banane perçu par le producteur qui découle de ces réformes a été un des facteurs déterminants dans l'abandon de la production bananière d'exportation.

Références bibliographiques citées

Balland P., Mestres R., Fagot M., 1998. - *Rapport sur l'évaluation des risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires en Guadeloupe et en Martinique*, Paris, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 96 p.

Bonin M., Cattan P., 2009. Dynamique des exploitations agricoles dans un contexte de crise. Le cas de la production bananière en Guadeloupe. Colloque international «*Sociétés en transition et développement local en zones difficiles, DELZOD*», Jerba, 22-24 avril 2009, pp.239-246.

Beaugendre J., 2005. - *Le chlordécone aux Antilles et les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires. Quel bilan du passé ? Quelles leçons pour l'avenir ?*, Assemblée Nationale n°2430, 167 p.

Burac, 2006. La guerre de la banane dans la grande caraïbe. Festival International de Géographie «*Les géographes redécouvrent les Amériques*», Saint-Dié-Des-Vosges, 16p.

Dulcire M., Cattan P., 2002. Monoculture d'exportation et développement agricole durable : cas de la banane en Guadeloupe. *Cahiers Agricultures*, n°11, pp.313-321.

FARM, 2005. Le commerce international de la banane –Entre évolution et révolution, *Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde*, Novembre 2005, 28p.

Loeillet D., 2001. le commerce de la banane et ses enjeux. Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France «*La banane : nouveaux défis commerciaux et culturels*», tome 87, n°6, pp.111-118.

Perrot C., Pierret P., Landais E., 1995. L'analyse des trajectoires des exploitations agricoles. *Economie rurale*, n°228, pp.35-46.

Stephan X., 2006. *Analyse des trajectoires d'évolution des exploitations bananières guadeloupéennes*. Master 2 «*Développement agricole et politiques économiques dans les PED*», IEDES/Université Paris 1, 89p.

Temple L., Marie P., Bakry F., 2005. *Analyse de la compétitivité et de l'impact économique des filières de production de bananes en Martinique et en Guadeloupe*. Rapport Final. Ministère de l'agriculture de l'Alimentation de la Pêche et des Affaires rurales, 98 p.